



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

**DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES
ÉTUDES ÉCONOMIQUES**



**SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2007
ET PERSPECTIVES EN 2008**

juin 2008

Publication semestrielle de la DPEE

Elle est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DPMSM @ juin 2008

Table des Matières

RESUME	2
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE.....	6
1.1. ESTIMATIONS DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2007	6
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i>	6
1.1.2. <i>Les Emplois du PIB</i>	8
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité</i>	8
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2008	9
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB</i>	9
2. LES FINANCES PUBLIQUES.....	13
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2007	13
2.1.1. LES RECETTES BUDGETAIRES	13
2.1.2. <i>Les dépenses publiques</i>	14
2.1.3. <i>La dette publique</i>	16
2.2. PROJECTIONS BUDGETAIRES EN 2008	16
2.2.1. LES RECETTES BUDGETAIRES	16
2.2.2. LES DEPENSES PUBLIQUES.....	17
2.2.3. LA DETTE PUBLIQUE.....	19
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	20
3.1. ESTIMATIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L' ANNEE 2007	20
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	20
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i>	21
3.1.3. <i>Le solde global</i>	21
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L' ANNEE 2008	21
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	21
3.2.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i>	22
3.2.3. <i>Le solde global</i>	23
4. LA SITUATION MONETAIRE.....	24
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2007	24
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	24
4.1.2. <i>Le crédit intérieur</i>	24
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2008	25
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	25
4.2.2. <i>Le crédit intérieur</i>	25

RESUME

La situation économique et financière du Sénégal a été marquée en 2007 par la persistance de la hausse du prix du baril de pétrole, les contre-performances du sous secteur agricole pour la deuxième année consécutive, la reprise de l'activité des Industries Chimiques du Sénégal et le maintien du dynamisme du secteur tertiaire. Ainsi, la croissance réelle du PIB est estimée à 4,8% en 2007, du fait notamment du dynamisme du secteur tertiaire, contre 2,3% en 2006.

Le secteur primaire a enregistré une légère baisse de 0,3% en 2007 contre une baisse de 9,4% en 2006. Cette quasi stabilité du secteur est essentiellement imputable à la baisse de l'activité dans le sous secteur de l'agriculture compensée par la bonne tenue du sous secteur de l'élevage et de la pêche.

Le secteur secondaire s'est redressé à la faveur notamment de la reprise de l'activité de production des ICS et de la SAR, malgré la persistance de la flambée du prix du pétrole. Il a enregistré une hausse de 4,3% après une légère hausse de 0,6% en 2006.

Le secteur tertiaire, moins affecté par la hausse des prix des produits pétroliers, a progressé de 6,8% contre 5,5% en 2006. Cette croissance est le fait, en grande partie, du dynamisme du sous-secteur des télécommunications qui croîtrait de 14% mais également de la progression des autres services.

En 2008, la croissance réelle du PIB est projetée à 5,3%, avec l'hypothèse d'un niveau relativement élevé du prix des produits pétroliers, d'une reprise du secteur primaire et d'un bon comportement des secteurs secondaire et tertiaire.

Le niveau général des prix en 2007, mesuré par l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation, s'est établi à 5,9% en 2007. Cette hausse a été induite essentiellement par l'augmentation du prix des produits alimentaires et énergétiques qui ont crû respectivement de plus de 7%. En 2008, l'inflation devrait se situer autour de 5%. A fin mai 2008, elle se situe à 5,4%. Le déflateur du PIB est projeté en 2008 à 7,4% en raison non seulement de la persistance de la hausse des cours des produits alimentaires et énergétiques mais également de la fermeté des cours des autres produits de base, notamment les produits chimiques.

Sur le plan budgétaire, l'assainissement des finances publiques s'est poursuivi en 2007 avec une progression des recettes fiscales plus importante (13%) que celle des dépenses budgétaires (7,9%). Au total, le déficit global (dons compris) s'est amélioré pour s'établir à 3,5% du PIB contre 5,8% en 2006. Ceci s'explique en partie par la maîtrise des dépenses courantes qui n'ont progressé que de 4,7% contre une hausse de 31% en 2006 liée essentiellement aux subventions au secteur énergétique (pour un montant de 152 milliards soit 3,1% du PIB), la sous exécution des dépenses PPTTE et IADM (1,1 point de PIB) et un solde positif des entités publiques non financières (0,3 point de PIB). Par ailleurs, les ordonnancements de certaines dépenses engagées (2,8% du PIB) ont été ralentis au regard notamment des importantes

subventions aux produits alimentaires et au secteur énergétique (77 milliards, soit 1,4% du PIB). En 2008, le déficit budgétaire global se situerait à 4,8% du PIB et le solde budgétaire de base (hors dépenses PPTE et IADM) serait excédentaire de 1,6% du PIB. Ce relèvement du déficit s'expliquerait essentiellement par les dépenses de soutien aux secteurs énergétique et alimentaire pour des montants respectifs de 95 milliards et 56 milliards, soit un total de 150,7 milliards équivalents à 2,5% du PIB.

Au plan extérieur, le déficit du compte courant (dons compris) est ressorti en 2007 à 9,9% du PIB contre 9,4% en 2006. La détérioration du déficit courant s'explique par celles de la balance commerciale et de la balance des services et revenus nets, atténuée par l'excédent des transferts courants. En 2008, le déficit du compte courant est projeté à 10,9 % du PIB, en raison essentiellement de la facture alimentaire et énergétique.

S'agissant de la situation monétaire, elle a été marquée en 2007 par une amélioration de 71,1 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 18% du crédit intérieur ainsi qu'une expansion de 12,7% de la masse monétaire. En 2008, la situation monétaire devrait se caractériser par un renforcement de 30 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 13,3% du crédit intérieur et une progression de 10,5% de la masse monétaire, en ligne avec la progression du PIB nominal qui devrait croître de 10,4%.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Entamé dès les premiers mois de 2007, le processus de ralentissement de l'économie mondiale s'est poursuivi en 2008, conforté par la flambée des prix des matières premières, la morosité de l'investissement productif, qui continue de pâtir de la gestion restrictive des demandes de financement de la part des banques des pays avancés, affectées par la crise financière et la baisse de la consommation des ménages qui ont vu leur pouvoir d'achat amputé par la hausse des prix. De 5,2% en 2007 contre 5,4% en 2006, la croissance économique mondiale est prévue à 3,7% en 2008. Toutefois, l'ampleur du ralentissement n'est pas uniforme et les disparités se sont accentuées entre les différentes régions du monde. Le ralentissement est plus marqué dans les pays avancés, en particulier aux États-Unis, où la correction du marché immobilier continue d'exacerber les tensions financières. Parmi les autres pays avancés, la croissance en Europe occidentale a fléchi aussi, mais au Japon l'activité a été plus vigoureuse. Les pays émergents et les pays en développement ont été moins touchés jusqu'à présent par les turbulences financières et ont continué d'enregistrer une croissance rapide, avec la Chine et l'Inde comme moteurs, bien que l'activité commence à ralentir dans certains pays.

Dans ce contexte morose, la progression des prix à la consommation a atteint des niveaux très élevés et s'est largement propagée au niveau mondial. Les tensions inflationnistes sont alimentées par les effets combinés d'une activité économique mondiale relativement vigoureuse et la hausse des cours des matières premières, notamment le pétrole, les métaux et les produits alimentaires. Toutefois, l'intensité des tensions reste différenciée.

Quant aux marchés financiers mondiaux, ils continuent d'être marqués par de fortes turbulences, à la suite de la crise sur le marché des prêts hypothécaires à haut risque, partie des États-Unis depuis le mois d'août 2007. Considérée comme le principal facteur du ralentissement de l'activité économique, l'intensité de la crise financière alimente de plus en plus les rumeurs sur les risques d'une récession américaine, avec ses conséquences sur la croissance économique mondiale. Ces craintes de récession ont également mis la pression sur la devise américaine dont l'affaiblissement a pris des proportions presque incontrôlables, avec des records de l'euro face au dollar, devenus quasi quotidiens, atteignant un pic de 1,5988 au 22 avril 2008.

S'agissant des marchés internationaux de matières premières, ils sont caractérisés par une forte fluctuation des prix des produits énergétiques et alimentaires. Sur le marché des produits énergétiques, la tendance des cours est à la hausse, soutenue par les tensions politiques dans le Proche et le Moyen Orient, la rébellion au Nigéria et le rythme effréné de reconstitution des stocks de pétrole. En ce qui concerne les matières alimentaires, le raffermissement des marchés tient, à la fois, à la réallocation de

certaines superficies à des cultures plus rentables, utilisées dans la fabrication de biocarburant, à la diminution de l'offre mondiale et à la hausse progressive de la demande globale.

Globalement, les tensions sur les marchés de matières premières ont principalement porté sur le pétrole, le blé, le maïs et le soja, dont les conséquences sur les autres produits ont eu un effet d'entraînement qui a abouti à une quasi-généralisation de la hausse des cours de l'ensemble des produits de base.

1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. Estimations des ressources et emplois du PIB en 2007

1.1.1. Les ressources du PIB

La situation économique et financière du Sénégal est marquée en 2007 par la persistance de la hausse du prix du baril de pétrole, les contre-performances du sous secteur agricole pour la deuxième année consécutive, la reprise de l'activité des Industries Chimiques du Sénégal et le maintien du dynamisme du secteur tertiaire. Ainsi, la **croissance réelle du PIB est estimée à 4,8% en 2007, du fait notamment du dynamisme du secteur tertiaire et du redressement du secteur secondaire, contre 2,3% en 2006.**

Le **secteur primaire**, enregistrerait une légère baisse de 0,3% en 2007 consécutive au repli de 9,4% observé en 2006. Ce léger fléchissement est essentiellement induit par les contreperformances du sous secteur de l'agriculture atténuées par la bonne tenue du sous secteur de l'élevage et de la pêche. En 2007, l'activité du **sous-secteur agricole** a connu une baisse de l'ordre de 8,6% en 2007 après le recul de 16,7% observé en 2006. La crise que traverse le sous secteur de l'agriculture est le résultat du déficit pluviométrique auquel s'ajoute la mauvaise qualité des semences. En effet, l'hivernage qui s'est tardivement installé dans la plupart des localités du pays, a été marqué en 2007 par une pluviométrie en baisse de 30% par rapport à 2006. La quantité d'engrais distribuée est passée de 26 037 tonnes à la précédente campagne à 42280 tonnes à la campagne 2007/2008, soit une hausse de 62,4%, mais la politique de distribution n'aurait pas été efficace.

La production céréalière globale de la campagne agricole 2007/2008 est évaluée à 772 239 tonnes, contre 1 010 198 tonnes en 2006/2007. Ainsi, un repli de 23,6% de la production est noté, imputable à la fois à la baisse des superficies emblavées de 4,8% et des rendements de 18,8%.

Les productions des cultures industrielles ont également baissé par rapport à la campagne précédente. En effet, par rapport à la campagne 2006/2007, la production d'arachide d'huilerie est estimée à 331195 tonnes contre 460 481 tonnes précédemment, soit une baisse de 28,1% imputable exclusivement à la baisse de 42% des rendements; les superficies emblavées progressant de 2,2%. Pour ce qui est du coton, la production a baissé de 5,4% en s'établissant à 45 138 tonnes.

La baisse de la production agricole serait néanmoins atténuée par la hausse de 155,3% de la production de manioc.

Pour ce qui est du **sous-secteur de l'élevage**, sa croissance est estimée en hausse de 10,2% en 2007 contre 6,7% en 2006, bénéficiant ainsi de l'amélioration du poids moyen des animaux et de la situation épidémiologique.

Le **sous-secteur de la pêche**, toujours affecté par la rareté de la ressource, a connu une reprise avec une hausse estimée à 8,2% contre une baisse de 15,6% en 2006 malgré la hausse des prix du pétrole. Cette reprise est le fait tant de la pêche artisanale (8%) que de la pêche industrielle (+9,3%).

S'agissant de la **ylviculture et de l'exploitation forestière**, la croissance du sous secteur est estimée à 1,7% en 2007, en raison du contingentement de certains produits visant à atténuer la pression démographique sur l'environnement et le maintien de l'équilibre des écosystèmes.

Le **secteur secondaire**, pour sa part, connaîtrait un redressement après les contre performances de l'année 2006. Cette évolution favorable serait induite par la vigueur du sous secteur des Bâtiments et Travaux Publics, la bonne tenue des sous secteurs de l'énergie et des huileries mais aussi par la reprise de l'activité de production des Industries Chimiques et de raffinage de pétrole et ce, malgré la persistance de la flambée du prix du pétrole. Ainsi, la croissance du secteur est estimée à 4,3% en 2007, après le recul de 0,6% observé en 2006.

Les **activités extractives** ont accusé une légère baisse de 0,5% suite à la baisse de la production de phosphate. Cette tendance baissière, amorcée en 2005 avec un repli de 14,6% s'est poursuivie en 2006 avec une forte baisse de 18,2%. Ainsi, ce sous secteur évolue toujours en deçà de ses capacités de production de 2004.

Pour ce qui est du **sous-secteur des huileries**, il a enregistré une hausse de 7,7% en 2007 après une croissance de 29,8% l'année précédente, malgré la baisse de la production d'arachide en 2006.

S'agissant du **sous-secteur de l'énergie**, sa croissance est estimée à 5,9%, à la faveur notamment du démarrage de la centrale de Kounoune I, malgré la flambée du prix du pétrole. Toutefois, l'offre d'électricité est restée inférieure à la demande qui croîtrait de plus 7% par année.

Quant au **sous-secteur des autres industries**, il a progressé de 1,4% après une baisse de 3,7% en 2006. Cette hausse est imputable essentiellement à la reprise progressive des sous-secteurs du raffinage (128,4%) et de la chimie de base (42,1%), après les difficultés enregistrées par ces deux sous secteurs au cours des deux dernières années singulièrement en 2006 avec des baisses respectives de 60,3% et de 31,6%.

Le **sous-secteur du Bâtiment et Travaux Publics**, quant à lui, est resté dynamique en raison d'une part, de la vigueur des travaux publics à la faveur notamment de la préparation du sommet de l'OCI et de la poursuite des Programmes de construction de villes secondaires et d'Amélioration de la Mobilité Urbaine et d'autre part, de la construction de logement par les ménages. La croissance du sous-secteur est estimée à 11,7% en 2007 après une hausse de 14,8% en 2006.

Le **secteur tertiaire**, moins affecté par la hausse des prix des produits pétroliers, a enregistré une croissance estimée à 6,8% contre 5,5% en 2006. Cette croissance a été tirée en grande partie par le dynamisme du sous secteur des télécommunications qui a crû de 14%.

En ce qui concerne le **sous-secteur des transports**, sa croissance est estimée à 6,4% contre une baisse de 1,4% en 2006. Cette reprise de l'activité de transport a reflété les effets induits du redressement des activités du secteur secondaire et le bon comportement du transport aérien.

La progression des **activités commerciales**, restée stable en 2007, est estimée à 3,8% contre 3,2% en 2006, en raison essentiellement de la bonne tenue des importations.

Quant au **sous-secteur des autres services**, il a enregistré une croissance de 9% contre 3,2% en 2006, à la faveur notamment du dynamisme des activités immobilières.

Les offres de **services d'éducation** ont progressé de 5,9%, maintenant ainsi leur dynamisme grâce au renforcement des effectifs et au budget alloué à ce secteur. En revanche, les services de santé ont été en baisse de 13,4%, en raison des difficultés des principales structures sanitaires.

1.1.2. Les Emplois du PIB

La **consommation finale** est estimée à environ 91% du PIB en 2007, soit un taux d'épargne intérieure brute de 9% contre 8,8% en 2006. Le taux d'épargne intérieure publique est estimé à 6,2%, tandis que l'épargne privée s'est située à 2,8%.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** a progressé de 6,8%, en termes réels, contre 6,3% en 2007. Les FBCF publique et privée ont respectivement crû de 9,8% et 5,8%, portant ainsi le taux de FBCF en 2007 à 25%.

Le Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine, ainsi que le programme d'amélioration des infrastructures qui ont été déroulés dans le cadre de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), ont consolidé davantage les investissements publics.

Globalement la **demande intérieure** a augmenté de 6,7% en termes réels.

S'agissant de la **demande extérieure** nette en termes réels, en 2007, les exportations de biens et services ont baissé de 1,9% alors que les importations de biens et services ont augmenté de 6,4%.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

L'inflation, mesurée par l'Indice harmonisé des Prix à la Consommation s'est établie à 5,9% contre 2,1% en 2006. Cette hausse des prix à la consommation est le résultat de la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques de plus de 7%, des services de logement (10%) et des « hôtels bars,

restaurants » (13,4%). L'effet de la flambée des cours du pétrole et des produits alimentaires a été atténué par la dépréciation du dollar face à l'euro et les subventions dégagées par les pouvoirs publics pour un montant total de 77 milliards.

Le prix mondial du riz a augmenté de plus de 40%, et ceux de l'huile de palme, de l'huile d'arachide et de l'huile de soja ont crû respectivement de 60%, 30% et 20%. Les prix des produits laitiers ont également augmenté de plus de 20%.

En termes d'origine, les produits locaux ont contribué pour 77% à la hausse générale des prix contre 23% pour les produits importés. Il faut toutefois relever qu'un certain nombre de produits classés locaux ont un contenu en importations élevé.

Avec ces tensions inflationnistes, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de compétitivité de l'ordre de 4,3% en raison essentiellement d'un différentiel d'inflation, défavorable par rapport aux principaux partenaires. En effet, l'inflation dans les pays de l'Union européenne et de l'UEMOA (à l'exception de la Guinée Bissau), qui représentent plus de la moitié des échanges, est estimée en dessous de 3%.

1.2. Perspectives économiques en 2008

1.2.1. Les Ressources du PIB

L'année 2008 devrait être marquée par le début de mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA). Celle-ci devrait permettre d'augmenter la contribution encore faible des exportations à la croissance économique et de ramener, à long terme, le déficit du compte extérieur courant hors dons en dessous du seuil de 5% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

A moyen terme, le Gouvernement entend préserver la stabilité macroéconomique, notamment une croissance économique de plus de 5%, une inflation maîtrisée autour de 2%, un déficit budgétaire et une dette publique soutenables, et ainsi jeter les bases pour une croissance économique forte et une réduction de la pauvreté.

Le Gouvernement mettra en œuvre la SCA en veillant à la stabilité du cadre macroéconomique notamment, à travers le Programme Economique et Financier (ISPE) arrêté avec le Fonds Monétaire International et dont la première revue, en avril 2008, a été concluante.

Les réformes budgétaires resteront au cœur du programme de réformes structurelles. Le Gouvernement continuera à assurer la transparence et l'efficacité dans l'exécution de ses grands projets d'investissements notamment l'autoroute à péage, le nouvel aéroport de Diass et la zone économique spéciale. Il portera une grande attention sur le suivi des risques budgétaires notamment ceux liés aux

contrats en partenariat Public-Privé, aux prêts garantis par l'Etat, aux fonds de garantie, aux emprunts des entreprises publiques et aux opérations des collectivités locales et des caisses de sécurité sociale.

Aussi, le programme de dépenses publiques restera contenu. En particulier, il est prévu d'éliminer graduellement les subventions au secteur énergétique, de contenir la masse salariale et les autres dépenses courantes et de mieux hiérarchiser les dépenses d'investissement tout en augmentant progressivement les dépenses vers les secteurs sociaux prioritaires. La productivité et la rentabilité des dépenses d'investissement seront également améliorées avec le renforcement de la planification, de l'évaluation et de la capacité de mise en œuvre des projets d'investissement public.

Concernant les recettes budgétaires, le gouvernement devrait poursuivre les efforts pour maintenir la bonne performance en matière de recouvrement, notamment en renforçant les moyens de l'administration fiscale.

En 2008, les perspectives macroéconomiques reposent sur la poursuite des objectifs de croissance et d'un ensemble de mesures prévues dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de seconde génération.

Ainsi, **la croissance réelle du PIB est projetée en 2008 à 5,3%**, avec l'hypothèse, d'une reprise du secteur primaire et d'un bon comportement des secteurs secondaire et tertiaire.

Le **secteur primaire** devrait connaître en 2008 une reprise se traduisant par une croissance de 5,3% à la faveur d'un redressement du secteur agricole qui devrait croître de 7,4%, sous l'hypothèse d'un bon hivernage et d'une réussite des politiques mises en œuvre par l'Etat pour venir à bout des difficultés que connaît l'agriculture sénégalaise, notamment la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) récemment initiée par le Gouvernement et qui devrait favoriser le relèvement de la production agricole et l'autosuffisance alimentaire à terme. En 2008, l'Etat a dégagé une enveloppe de 45 milliards pour la mise en œuvre de la GOANA afin notamment d'assurer la distribution des semences, les subventions de l'engrais et des produits phytosanitaires et le renforcement du dispositif de sécurisation du crédit rural, contre 25 milliards pour la campagne agricole 2007/2008. Cependant, une attention particulière devrait être portée sur certains parasites.

L'agriculture industrielle devrait enregistrer une croissance de 8,9%, après les replis respectifs de 23,9% et 17,6% observés en 2006 et 2007. L'agriculture vivrière devrait croître de 6,4% sous l'effet positif d'un redressement de la filière céréalière et d'une bonne tenue des autres cultures notamment horticoles après les baisses enregistrées en 2006 et 2007 respectivement de 7,4% et 1,7%.

Concernant le **sous-secteur de l'élevage**, sa croissance devrait s'établir à 5,5% en 2008. L'objectif du Gouvernement dans ce sous secteur est d'améliorer la sécurité alimentaire par une augmentation significative de la production locale. La filière avicole, notamment l'aviculture industrielle,

permettra de pallier les lacunes dans la production de viande rouge. Pour ce qui est de la production laitière, la voie ciblée est l'insémination artificielle. Cette tendance devrait se poursuivre, en se renforçant au cours des prochaines années, du fait non seulement de l'impact des projets en cours, mais aussi de l'exécution de nouveaux projets (Programme de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal - PDMAS) et du renforcement des investissements en direction du secteur dans le cadre du Programme agricole.

S'agissant des **activités forestières et de la sylviculture**, la politique de maintien des équilibres des écosystèmes sera poursuivie afin d'améliorer le cadre de vie en milieu urbain et rural. A cet effet, ce sous secteur ne devrait croître que de 1,6% contre 1,7% en 2007.

Dans le **sous secteur de la pêche**, la croissance, sur la base des premières tendances de 2008, s'établirait à 6,2%. Dans ce sous secteur, comme décliné dans la Lettre de politique sectorielle des Pêches et de l'Aquaculture (LPS-PA), l'Etat vise à assurer la gestion rationnelle et durable des ressources, la satisfaction de la demande nationale et la valorisation optimale des ressources.

Concernant le **secteur secondaire**, sa croissance est projetée à 6% en 2008 contre 4,3% en 2007. Ainsi, en 2008, le secteur devrait maintenir son dynamisme après la reprise enregistrée en 2007 grâce notamment à la bonne tenue des activités de raffinage de pétrole, de celles des industries chimiques et des bâtiments et travaux publics.

Le **sous secteur des activités extractives** connaîtrait un repli de 3,9% malgré le redémarrage des activités des ICS.

Quant au **sous secteur des huileries**, il devrait connaître un repli de 33,4% lié en partie à la mauvaise campagne agricole de 2007/2008. En effet, sur un objectif de 285 000 tonnes, le niveau de réalisation, à la date du 31 mai 2008, serait de 52 030 tonnes sur une production estimée à 331 195 tonnes, faisant ainsi ressortir un faible niveau de collecte de l'ordre 18,3%.

Le **sous- secteur des autres industries** est attendu en hausse de 6,8%, sous l'impulsion principalement des sous secteurs du « raffinage de pétrole », de « fabrication de produits chimiques », de « fabrication de produits alimentaires céréaliers », ainsi que du sous secteur « égrenage du coton, textiles et articles d'habillement ». Le **sous secteur du raffinage** devrait connaître une croissance de 68% en 2008 contre 128,4% en 2007.

S'agissant du **sous secteur des produits chimiques**, il devrait croître de 28,2%, sous l'hypothèse de production d'acide phosphorique de 300 000 tonnes en 2008, à la faveur notamment de la recapitalisation des ICS.

Le **sous-secteur de l'énergie** qui continue de subir les retombées de la hausse du prix du baril de pétrole devrait enregistrer une croissance de 6,5% à la faveur de la recapitalisation de la société

d'électricité, du démarrage de l'exploitation de la centrale de Kounoune II et de la production à plein régime des centrales de Kounoune I et de Bel Air.

Dans le **secteur tertiaire**, la croissance devrait atteindre 6% en 2008, portée par le dynamisme des sous secteurs de « transports, postes et télécommunications » (10,5%) et des « autres services » (5,6%).

Les **activités commerciales** devraient s'améliorer de 3,4% en 2008, soutenue par la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire.

Enfin les sous secteurs de l'éducation et de la santé devraient bien se comporter au regard des efforts consentis par l'Etat. Ils croîtraient respectivement de 3,7% et 5,5% en 2008.

1.2.2. Les emplois du PIB

La **consommation finale** croîtrait de 5,5%, soit moins rapidement que le PIB, entraînant un relèvement du taux d'épargne intérieure qui s'établirait à 10,3% contre 9% en 2007.

La **Formation Brute de Capital Fixe** (FBCF) progresserait de 3,9% en 2008 contre 6,8% en 2007. Elle serait tirée par la FBCF privée qui croîtrait de 5,3%. La FBCF publique serait quasi stable (-0,1%), traduisant une phase de transition entre les grands travaux, démarrés depuis 2004, en finalisation et les futurs travaux en perspective (autoroute à péage, aéroport de Diass, zone économique spéciale etc.).

La **demande intérieure** augmenterait globalement de 4 % en termes réels.

Pour ce qui est de la **demande extérieure** nette en termes réels, en 2008, les exportations de biens et services progresseraient de 6,1% tandis que les importations connaîtraient un repli de 0,7%.

Le **niveau général des prix**, mesuré par le déflateur du PIB est projeté à 7,4% en 2008 en raison non seulement de la persistance des cours des produits alimentaires et énergétiques mais aussi de la fermeté des cours des autres produits de base notamment les produits chimiques.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. Exercice budgétaire en 2007

L'exécution budgétaire au titre de l'année 2007 est ressortie avec un déficit budgétaire de 184 milliards (3,5% du PIB) contre 278 milliards (5,8% du PIB) de déficit en 2006 ; soit une amélioration de 94 milliards, à la faveur notamment de la poursuite du bon niveau de recouvrement des recettes, de l'atténuation des dépenses en faveur du secteur énergétique, de la diminution des prêts rétrocédés et des charges sur la dette extérieure.

2.1.1. Les recettes budgétaires

Les **ressources budgétaires** pour l'année 2007 sont chiffrées à 1100 milliards contre 962,6 milliards en 2006, soit une progression de 137,4 milliards en valeur absolue et 14,3% en valeur relative. Cette hausse est imputable à l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales notamment de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits de porte et de l'impôt sur le revenu, ainsi que des revenus du domaine pour ce qui est des recettes non fiscales.

Les **recettes fiscales** recouvrées en 2007 s'élèvent à 1041,4 milliards contre 921,9 milliards lors de la gestion précédente, soit une hausse de 13% reflétant aussi bien l'évolution de l'activité économique qu'un effort d'élargissement de l'assiette fiscale. Ainsi, la pression fiscale s'établit à 19,5% contre 19% en 2006, soit largement au dessus du plancher de 17% retenu au plan communautaire.

Les impôts directs se sont chiffrés à 231,6 milliards en 2007 contre 219,1 milliards en 2006, soit une hausse de 12,5 milliards en valeur absolue et 5,7% en valeur relative, tirée notamment par l'impôt sur le revenu qui s'est situé à 120,6 milliards contre 106,9 milliards en 2006, soit une augmentation de 13,7 milliards en valeur absolue. Cette bonne performance de l'impôt sur le revenu serait notamment liée à l'effet des programmes de recrutement de 15 000 agents dans la fonction publique et d'amélioration de la rémunération mis en œuvre entre 2003 et 2006. Quant à l'impôt sur les sociétés, il est évalué à 78,7 milliards contre 80,3 milliards en 2007, soit une baisse de 1,6 milliard. Cette diminution serait notamment induite par les contre-performances du secteur industriel en 2006.

S'agissant des impôts indirects, ils sont évalués en 2007 à 743,3 milliards contre 662,4 milliards en 2006, soit une hausse de 12,2% en valeur relative traduisant le bon comportement des taxes sur biens et services et des droits de porte. En effet, les taxes sur biens et services (y compris TVA de porte) sont ressorties à 558 milliards contre 505,7 milliards précédemment, soit une augmentation de 52,3 milliards en valeur absolue et de 10,3% en valeur relative imputable essentiellement à la TVA intérieure hors pétrole, à la taxe spécifique sur le pétrole et à la taxe sur les opérations bancaires qui ont augmenté respectivement de 18 milliards, 8,3 milliards et 5,4 milliards entre 2006 et 2007. Quant à la TVA à l'importation, elle est évaluée en 2007 à 248,5 milliards contre 220 milliards en 2006, soit une hausse de 28,5 milliards en valeur

absolue et de 12,9% en valeur relative, provenant du bon comportement de la TVA à l'importation hors pétrole. Pour ce qui est des droits de porte, ils ont atteint 185,3 milliards en 2007 contre 156,7 milliards en 2006, soit une amélioration de 28,6 milliards en valeur absolue et 18,3% en valeur relative sous l'effet essentiellement des droits de porte hors pétrole.

S'agissant des **recettes pétrolières**, l'effet du fonds de Sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP) en année pleine a permis de compenser les baisses enregistrées en matière de TVA et de droits de porte sur le pétrole. En effet, le recouvrement du FSIPP s'est établi à 25,8 milliards en 2007 contre 3,4 milliards en 2006 (année d'institution), tandis que les droits de porte sur le pétrole et la TVA à l'importation sur le pétrole ont subi des baisses respectives de 4,2 milliards et 0,1 milliard par rapport à 2006, en atteignant respectivement 23,3 milliards et 63,3 milliards. Au total, les recettes tirées du pétrole (TVA intérieure, taxe spécifique, Tva à l'import, droits de porte et FSIPP) ont représenté 34,5% des recettes fiscales.

Les droits d'enregistrement et de timbre sont passés de 37 milliards en 2006 à 40,8 milliards en 2007, soit une augmentation de 3,8 milliards issue des droits d'enregistrement.

Les **recettes non fiscales** de l'année 2007 sont chiffrées à 58,6 milliards contre 40,7 milliards un an auparavant, soit une hausse de 17 milliards imputable aux recettes liées à la concession du domaine minier du Sénégal oriental et au bon niveau de recouvrement des dividendes de l'Etat.

2.1.2. Les dépenses publiques

Les **dépenses totales et prêts nets** sont chiffrés à 1435,6 milliards en 2007 contre 1331 milliards en 2006, soit un accroissement de 104,6 milliards en valeur absolue et de 7,9% en variation relative imputable essentiellement aux dépenses en capital et aux dépenses courantes.

Les **dépenses ordinaires** se sont situées à 864,9 milliards contre 826 milliards l'année précédente, soit en hausse de 39 milliards en valeur absolue et 4,7% en valeur relative. Les **dépenses de personnel** pour l'année 2007 se sont établies à 328,6 milliards contre 286,2 milliards en 2006, soit une hausse de 14,8%. Cet accroissement traduit la poursuite des effets de la politique de rémunération des fonctionnaires de l'Etat. Le **ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales** est ressorti ainsi à 31,6%, soit en dessous du plafond communautaire de 35%.

Les **intérêts sur la dette publique** se sont établis à 29 milliards contre 42,4 milliards en 2006, soit une baisse de 13,4 milliards due à la diminution des charges sur la dette extérieure suite aux différentes initiatives d'allègement. Les charges sur la dette intérieure ont légèrement progressé de 0,7 milliard sur la période.

Les **autres dépenses courantes** sont ressorties à 507,3 milliards en 2007 contre 497,4 milliards un an auparavant, diminuant ainsi de 9,9 milliards du fait notamment de la diminution globale des transferts et des subventions (démarrage recapitalisation en 2006 et réduction de la subvention sur le gaz butane en 2007). Quant aux produits alimentaires, la subvention accordée est chiffrée à 21 milliards en vue de mieux contenir l'effet de la hausse des prix de ces denrées sur l'inflation.

Les **dépenses en capital** sont chiffrées en 2007 à 565,3 milliards contre 474,9 milliards l'année précédente, soit une progression de 90,3 milliards en valeur absolue et de 19% en valeur relative sous tendue principalement par le dynamisme des dépenses en capital sur ressources externes.

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources internes** sont évaluées à 362,1 milliards en 2007 (dont 65 milliards au titre de la recapitalisation de la SENELEC) contre 337,1 milliards l'année précédente. Elles s'améliorent ainsi de 25 milliards en valeur absolue et de 7,4 % en valeur relative par rapport à 2006. Les **dépenses en capital sur ressources internes**, financées sur ressources PPTe et IADM sont attendues à 60,1 milliards. Le ratio dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'établit à 34,8 % en 2007 contre 36,6 % en 2006, soit bien au dessus du plancher communautaire fixé à 20%. Cette forte progression des dépenses d'investissement sur ressources internes s'expliquerait essentiellement par les dépenses PPTe et IADM orientées vers les secteurs sociaux et la recapitalisation de la SENELEC. Les dépenses en capital financées sur ressources internes représentent 65 % des dépenses en capital totales, soit une légère baisse par rapport à l'année 2006 où ce niveau était de 71 %.

Pour ce qui est des **dépenses d'investissement sur ressources extérieures**, elles se sont établies à 203,2 milliards en 2007 contre 137,8 milliards en 2006, soit une progression de 65,4 milliards en valeur absolue et de 47,4 % en valeur relative. Cette évolution des dépenses en capital sur ressources extérieures serait à la faveur des investissements en infrastructure physique, notamment dans le cadre de la préparation du Sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique.

Globalement, au terme de l'exécution budgétaire 2007, le **déficit global (dons compris)** s'est amélioré pour s'établir à 3,5 % du PIB contre 5,8% en 2006 en raison d'une progression des recettes plus importante que celle des dépenses budgétaires. Ceci s'explique en partie par la maîtrise des dépenses courantes qui n'ont progressé que de 4,7% contre une hausse de 31% en 2006, liée essentiellement aux subventions au secteur énergétique (pour un montant de 152 milliards soit 3,1% du PIB), la sous exécution des dépenses PPTe et IADM (1,1 point de PIB) et un solde positif des entités publiques non financières (0,3 point de PIB). Par ailleurs, les ordonnancements de certaines dépenses engagées (2,8% du PIB) ont été ralentis au regard notamment des importantes subventions aux produits alimentaires et au secteur énergétique (77 milliards, soit 1,4% du PIB). Le solde budgétaire de base (hors dépenses PPTe et IADM) est évalué en déficit de 0,9 % du PIB.

S'agissant du **financement**, le recours aux ressources extérieures nettes est évalué à 123,6 milliards en 2007 soit une légère hausse de 2,4 milliards par rapport à 2006. Quant au **financement intérieur net**, il est évalué à 63,1 milliards. Le financement bancaire a augmenté de 116,7 milliards en 2007 en raison notamment des émissions de bons de trésor et d'emprunt obligataire.

2.1.3. La dette publique

L'encours total de la dette publique est chiffré en 2007 à 1271 milliards, soit 23,7 % du Produit Intérieur Brut contre 22,1 % du PIB en 2006, soit largement en dessous de la norme de 70% retenue par l'UEMOA. Il se répartirait en 969,3 milliards de dette extérieure, soit 18,1% du PIB et 301,7 milliards de dette intérieure, soit 5,6 % du PIB. Par ailleurs, le service de la dette publique extérieure s'est élevé à 61,3 milliards en 2007, soit 5,9% des recettes fiscales.

2.2. Projections budgétaires en 2008

La gestion budgétaire en 2008 devrait se caractériser par une poursuite du bon niveau de recouvrement des recettes et une progression prudente des dépenses. Ainsi, les réformes fiscales notamment le déploiement du progiciel de gestion des taxes à l'ensemble des impôts et à tous les centres fiscaux de Dakar, l'opérationnalisation effective de l'interface entre les trois régions et la maîtrise progressive du cadastre fiscal, devraient contribuer à augmenter les rendements des services fiscaux et à maintenir un niveau soutenu de recettes. Quant aux dépenses, l'extension progressive des Cadres de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme (CDSMT) à l'ensemble des ministères et la planification des investissements pourraient à terme favoriser une gestion efficace.

2.2.1. Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires pour l'année 2008 sont attendues à 1254 milliards contre 1100 milliards en 2007. Elles enregistreraient ainsi une progression de 14 % par rapport à l'année 2007, imputable essentiellement à l'évolution favorable du recouvrement des recettes fiscales.

Les **recettes fiscales** s'élèveraient pour l'année 2008 à 1222 milliards contre 1041,4 milliards en 2007, soit une hausse de 17,3 %. La pression fiscale s'établirait ainsi à 20,9 %, soit largement au dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

Les impôts directs sont projetés en 2008 à 280,7 milliards contre 231,6 milliards en 2007, soit une progression de 49,1 milliards en valeur absolue et de 21,2 % en valeur relative imputable à la bonne évolution de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les revenus et dans une moindre mesure de l'IRCM. En effet, l'impôt sur les sociétés devrait s'établir à 90,7 milliards contre 78,7 milliards en 2007 soit, une

amélioration de 12 milliards, à la faveur notamment de la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire en 2007. Pour ce qui est de l'impôt sur le revenu, il se situerait à 146,7 milliards en 2008 contre 120,6 milliards en 2007, soit une hausse de 26,1 milliards.

S'agissant des impôts indirects, ils devraient s'établir en 2008 à 847,4 milliards contre 743,3 milliards en 2007, soit une amélioration de 104,1 milliards en valeur absolue et de 14 % en valeur relative imputable essentiellement aux taxes sur biens et services intérieurs. En effet, ceux-ci se chiffrent à 380,4 milliards contre 309,6 milliards en 2007, soit une hausse de 70,9 milliards en valeur absolue et 22,9 % en valeur relative reflétant la bonne évolution de la TVA intérieure hors pétrole et à la taxe spécifique sur le pétrole qui progresseraient entre 2008 et 2007 respectivement de 24,9 milliards et de 17,3 milliards. La TVA à l'import devrait passer de 248,5 milliards en 2007 à 282,7 milliards en 2008, soit une augmentation de 34,3 milliards, liée à la bonne tenue de la TVA à l'import hors pétrole qui progresserait de 25,7 milliards.

Quant au Fonds de Sécurisation de l'Importation des Produits Pétroliers, il devrait s'établir à 42 milliards en 2008 contre 25,8 milliards en 2007, soit une hausse de 16,3 milliards en valeur absolue et 63,1% en valeur relative.

Au total, les recettes tirées du pétrole sont attendues à 427,6 milliards, soit 35% des recettes fiscales.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement et de timbre, ils devraient se situer à 51,6 milliards en 2008 contre 40,8 milliards en 2007, soit une hausse de 10,8 milliards en valeur absolue et de 26,5 % en valeur relative.

Les **recettes non fiscales** de l'année 2008 devraient s'établir à 32 milliards contre 58,6 milliards l'année précédente, soit une baisse de 26,3 milliards.

2.2.2. Les dépenses publiques

Les **dépenses totales et prêts nets** sont projetés à 1667,1 en 2008 milliards contre 1435,6 milliards en 2007, soit une hausse de 231,5 milliards en valeur absolue et de 16,1% en valeur relative. Elles se répartissent en dépenses courantes pour 1011,5 milliards, soit une progression de 146,6 milliards par rapport à 2007 et en dépenses en capital pour 655,6 milliards, soit une hausse de 90,3 milliards par rapport à l'année précédente.

Les **dépenses courantes** passeraient ainsi de 864,9 milliards en 2007 à 1011,5 milliards en 2008, soit une hausse de 16,9 %.

Les **dépenses de personnel** pour l'année 2008 sont prévues à 358 milliards contre 328,6 milliards en 2007. Elles devraient ainsi progresser de 29,4 milliards en valeur absolue et de 8,9% en valeur

relative, par rapport à la gestion budgétaire 2007. Le **ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales** devrait être ramené à 29,3 % contre 31,6% en 2007, soit en dessous du seuil communautaire de l'UEMOA de 35%.

Les **autres dépenses courantes** sont projetées à 606,4 milliards (dont un montant de 14,4 milliards de dépenses sur ressources PPTE) contre 507,3 milliards l'année précédente. Elles progresseraient ainsi de 99,1 milliards en valeur absolue et de 19,5 % en variation relative.

Les **dépenses en capital** sont projetées à 655,6 milliards en 2008 contre 565,3 milliards l'année passée, soit une progression de 90,3 milliards en valeur absolue et de 16% en valeur relative.

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources internes** sont projetées à 424,7 milliards contre 362,1 milliards en 2007 s'améliorant ainsi de 17,3 % par rapport à 2007, soit un effort interne de 62,6 milliards. Les dépenses en capital sur ressources internes, financées sur ressources PPTE et IADM sont attendues à 72,5 milliards. Le **ratio dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales** s'établirait à 34,8 %, soit largement au dessus du plancher communautaire fixé à 20%. Aussi, la part des dépenses en capital financées sur ressources internes dans le total des dépenses en capital devrait s'établir à 64,8% quasiment au même niveau constaté en 2007.

Pour ce qui est des **dépenses d'investissement sur ressources extérieures**, elles s'établiraient à 230,9 milliards en 2008 contre 203,2 milliards en 2007, soit une amélioration de 27,7 milliards en valeur absolue et de 13,6% en valeur relative.

Au total, le **déficit budgétaire global** ressortirait à 4,8% du PIB contre 3,5% en 2007. Ce relèvement du déficit s'expliquerait essentiellement par les dépenses de soutien aux secteurs énergétique et alimentaire pour des montants respectifs de 95 milliards et 56 milliards, soit un total de 150,7 milliards équivalent à 2,5% du PIB. Quant au solde budgétaire de base (hors PPTE, IADM et Coûts temporels des réformes structurelles), il s'établirait à 1,6 % du PIB.

S'agissant du financement, le Sénégal continuera à privilégier les concours des partenaires extérieurs à des taux concessionnels et à s'adresser au marché financier de l'espace UEMOA par le biais de l'émission de titres publics, en contribuant ainsi à dynamiser le marché desdits titres. Ainsi, le financement extérieur net est projeté à 246,2 milliards en 2008 contre 123,6 milliards en 2007. Quant au financement intérieur net, il est projeté à 43,7 milliards en 2008 contre 63,1 milliards l'année précédente. Le financement bancaire net de l'Etat serait de 45,6 milliards contre 116,7 milliards en 2007.

2.2.3. La dette publique

L'encours total de la dette publique totale devrait s'établir à 1560,9 milliards en 2008, soit 25,8 % du Produit Intérieur Brut contre 23,7 % du PIB en 2007, soit largement en dessous de la norme de 70% retenue par l'UEMOA. Il se répartirait en 1215,5 milliards de dette extérieure, soit 20,1 % du PIB et 345,4 milliards de dette intérieure, soit 5,7% du PIB contre 5,6 % du PIB en 2007. Le service de la dette publique extérieure représenterait 6,9 % des recettes fiscales de 2008 contre 5,9% un an auparavant.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. Estimations de la balance des paiements pour l'année 2007

La **balance des paiements** du Sénégal a affiché en 2007, un solde global excédentaire estimé à 69,5 milliards contre 99 milliards en 2006. Cependant, le solde du compte extérieur courant (dons compris) serait déficitaire de 9,9% du PIB contre 9,4% du PIB en 2006. Hors dons, le déficit du compte courant est estimé à 10,8% du PIB en 2007 contre 10,2% en 2006.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le **compte extérieur courant** a enregistré un déficit estimé à 529,8 milliards en 2007 contre 450,7 milliards en 2006, soit une détérioration de 17,6% imputable essentiellement à la balance commerciale et atténuée par l'amélioration de la balance des transferts courants.

En effet, le **déficit de la balance commerciale** s'est établi à 1062,2 milliards en 2007 contre 836,5 milliards en 2006, soit une dégradation de 225,7 milliards en valeur absolue et de 27% en valeur relative. Cette contre-performance de la balance commerciale est imputable à une augmentation des importations de biens de 201,9 milliards conjuguée à une baisse des exportations de 23,1 milliards. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations passerait de 49,9% en 2006 à 43,3% en 2007.

Les exportations de biens sont ressorties à 809,6 milliards en 2007 contre 833,5 milliards en 2006, soit une baisse de 2,9%. Cette baisse s'explique essentiellement par la baisse des exportations de produits pétroliers de 77,6 milliards, atténuée par la légère amélioration des ventes à l'extérieur de l'ensemble des autres produits notamment les produits arachidières, manufacturiers, chimiques et de ciment.

Quant aux importations de biens, elles sont évaluées à 1871,8 milliards en 2007 contre 1669,9 milliards en 2006, soit une hausse de 12,1% en valeur relative liée à l'augmentation des importations de tous les produits plus particulièrement les produits pétroliers, les produits alimentaires et les biens d'équipement qui progresseraient respectivement de 50,3 milliards, 31,3 milliards et 121,2 milliards.

S'agissant de la **balance des services et revenus nets**, le déficit est passé de 51,7 milliards en 2006 à 45,1 milliards en 2007, soit une amélioration de 6,5 milliards imputable exclusivement à la balance des revenus qui progresserait de 7,7 milliards à la faveur d'une baisse des intérêts sur la dette publique extérieure de 15,4 milliards. La balance des services afficherait une détérioration de 1,1 milliard.

L'excédent des **transferts courants** augmenterait de 139,9 milliards par rapport à 2006, se chiffrant à 577,4 milliards en 2007. Cette hausse des transferts courants serait due à la hausse de 65,3 milliards des transferts courants publics et de 74,7 milliards de ceux privés constitués essentiellement des envois de fonds des travailleurs expatriés qui se chiffreraient à 530,4 milliards contre 444,8 milliards en

2006, soit une amélioration de 85,6 milliards liée en partie à l'élargissement du champ de couverture aux services de transfert rapides (western Union, MoneyGram et Money express).

3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le **compte de capital et d'opérations financières** a enregistré un solde excédentaire de 599,3 milliards en 2007 contre 544,3 milliards en 2006.

Les transferts en capital sont évalués à 184,4 milliards en 2007 contre 1185,9 milliards en 2006, année coïncidant avec l'entrée en vigueur des annulations de dettes vis-à-vis du FMI, de la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le cadre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

Le solde du compte des opérations financières s'est établi en excédent de 414,9 milliards contre un déficit de 639,7 milliards en 2007. Les capitaux publics sont passés d'un déficit de 918,4 milliards à un excédent de 144 milliards. Quant aux capitaux privés, ils sont passés de 278,8 milliards en 2006 à 270,9 milliards en 2007, soit une légère baisse de 7,8 milliards imputable aux autres investissements qui ont baissé de 49,3 milliards atténuée par la hausse des investissements directs de 32,4 milliards. Les investissements directs étrangers ont augmenté de 23,4 milliards pour s'établir à 207 milliards en 2007.

3.1.3. Le solde global

En définitive, la balance des paiements du Sénégal a affiché en 2007, un solde global excédentaire de 69,5 milliards reflétant un solde du compte courant déficitaire de 529,8 milliards couvert par un solde excédentaire de 599,3 milliards du compte de capital et d'opérations financières, à la faveur notamment de la vente de la troisième licence de téléphonie mobile.

3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2008

La balance des paiements afficherait un solde global excédentaire de 30 milliards en 2008 contre 69,5 milliards en 2007, soit un repli de 39,5 milliards.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **compte extérieur courant** enregistrerait un déficit estimé à 637,8 milliards en 2008 contre 529,8 milliards en 2007, soit une détérioration de 108 milliards imputable principalement à la balance commerciale. Ce **déficit** représenterait 10,9% du PIB contre 9,9% en 2007. Hors transferts officiels, le déficit courant s'établirait à 11,8% du PIB en 2008 contre 10,8% en 2007.

Le **déficit commercial** s'établirait à 1224,1 milliards en 2008 contre 1062,2 milliards en 2007, soit une détérioration de 161,9 milliards qui s'expliquerait par une augmentation des exportations (+70,6 milliards) largement inférieure à la progression des importations (232,5 milliards) sous l'effet notamment de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations de biens passerait de 43,3% à 41,8%.

Les exportations de biens sont projetées à 880,2 milliards contre 809,6 milliards, soit une hausse de 8,7% reflétant la hausse des exportations de produits chimiques (engrais et acide phosphorique) de 38,6 milliards et pétroliers (36,6 milliards) à la faveur de la recapitalisation des ICS et de la reprise de l'activité de raffinage de la SAR, atténuée par la baisse des exportations de produits arachidières de 25,8 milliards et du coton de 4 milliards, consécutive aux baisses de leur production pendant la campagne 2007/2008.

Quant aux importations, elles sont attendues à 2104,3 milliards en 2008 contre 1871,8 milliards en 2007, soit une progression de 12,4%. Cette hausse des importations s'expliquerait par l'augmentation des importations de biens d'équipement de 30 milliards, de la facture énergétique et alimentaire respectivement de 107,3 milliards et 127,3 milliards, malgré la baisse des volumes d'exportation de pétrole raffiné et de riz respectivement de 1,5% et 2,5%.

Concernant l'évolution de **la balance des services et revenus nets**, le déficit s'établirait à 56,4 milliards en 2008 contre 45,1 milliards en 2007, soit une détérioration d'environ 11,4 milliards en raison notamment de la hausse des services de fret et d'assurance consécutive à la hausse des importations.

Les **transferts courants** passeraient de 577,4 milliards en 2007 à 642,7 milliards en 2008, soit une amélioration de 65,3 milliards compensant la détérioration induite par la balance des services et revenus nets. Les envois de fonds des émigrés progresseraient de 79,6 milliards pour s'établir à 609,9 milliards en 2008.

3.2.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières se situerait globalement à 667,8 milliards en 2008 contre 599,3 milliards en 2007 soit une hausse de 68,5 milliards à la faveur de la hausse des investissements directs étrangers de 34,1 milliards et des capitaux publics de 40,8 milliards.

3.2.3. Le solde global

Au total, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières de 667,8 milliards permettrait de combler le déficit de 637,8 milliards du compte des transactions courantes en 2008. Ainsi, la balance des paiements afficherait en 2008 un solde excédentaire de 30 milliards.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. Evolution de la situation monétaire en 2007

En 2007, la situation monétaire a été caractérisée par une amélioration de 71,1 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 18% du crédit intérieur ainsi qu'une expansion de 12,7% de la masse monétaire.

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

L'excédent du solde global de la balance des paiements en 2007 a permis une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires qui s'est établie à 851,2 milliards contre 779,5 milliards en 2006. Cette progression serait due à la situation de la Banque Centrale, celle des banques de dépôts étant estimée en légère baisse durant la période.

4.1.2. Le crédit intérieur

En 2007, le crédit intérieur a été marqué par une amélioration de 201,6 milliards par rapport à 2006, atteignant un niveau de 1324 milliards. En effet, les crédits à l'économie ont progressé de 116,5 milliards tandis que la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée de 85,1 milliards.

La PNG entre 2006 et 2007, est passée de 11,1 milliards à 96,2 milliards.

Les crédits à l'économie, pour leur part, sont estimés à 1227,8 milliards en 2007 contre 1111,3 milliards précédemment. Les crédits de campagne et ceux ordinaires qui constituent les crédits à l'économie se sont élevés respectivement de 10,4 milliards et 1217,4 milliards. Les crédits à court terme ont représenté 68,4% des crédits à l'économie. Les secteurs ayant le plus bénéficié de ces financements sont le commerce (29% des crédits à court terme), les industries manufacturières (27,4%) et les services (16,6%). S'agissant des crédits à moyen terme, ils ont représenté 28,6% des crédits à l'économie et ont été alloués principalement au secteur des services aux collectivités (26,9%), du commerce (20,8%), les industries manufacturières (17,1%) et le transport (14,2%). Quant aux crédits à long terme, ils constituent 3,1% du total des crédits à l'économie et sont attribués essentiellement aux services à hauteur de 82,1%. Au total, le financement bancaire de l'économie a constitué en 2007, 24,7% du PIB contre 23,2% en 2006. Ce ratio pour des pays émergents comme la Tunisie est d'environ 65% tandis qu'en Malaisie, il est d'environ 140%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la **masse monétaire** a progressé de 12,7% en 2007 en s'établissant à 1973 milliards en 2007 contre 1751,2 milliards en 2006. Par conséquent, le taux de liquidité

de l'économie¹ est passé de 36,1% à 36,9% entre 2006 et 2007. La circulation fiduciaire est ressortie à 484,6 milliards contre 453,4 milliards en 2006, soit une hausse de 7%. Quant aux dépôts, ils ont augmenté de 15% pour s'établir à 1488,3 milliards dont 98,5% sont des dépôts en banques.

4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2008

La situation monétaire en 2008 devrait se caractériser par un renforcement de 30 milliards des avoirs extérieurs nets, une hausse de 13,3% du crédit intérieur et une progression de 10,5% de la masse monétaire.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

La consolidation de la position extérieure des institutions monétaires devrait se poursuivre en 2008 et se caractériserait par une amélioration de 30 milliards comparativement à la situation de 2007. En effet, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ressortiraient à 881,2 milliards en 2008 contre 851,2 milliards en 2007. Cette amélioration de la position extérieure serait du fait de la Banque centrale, les avoirs des banques commerciales restant stables.

4.2.2. Le crédit intérieur

En 2008, le crédit intérieur devrait être marqué par une progression de 13,3%, s'établissant à 1500,3 milliards contre 1324 milliards en 2007. La Position Nette du Gouvernement et les crédits à l'économie devraient enregistrer des augmentations respectives de 47,4% et 10,6%.

S'agissant de **la Position Nette du Gouvernement**, elle s'établirait à 141,8 milliards en 2008 contre 96,2 milliards en 2007, soit une détérioration de 45,6 milliards.

Concernant les **crédits à l'économie**, l'encours devrait passer de 1227,8 milliards en 2007 à 1358,5 milliards en 2008, soit une augmentation de 130,7 milliards. Les crédits à court terme constituerait 69% du total des crédits à l'économie contre 68,2% en 2007. Les secteurs qui devraient le plus en bénéficier sont le commerce (30,2% du total des crédits à court terme), les industries manufacturières (25,2%) et les services aux collectivités (16,4%). En ce qui concerne les crédits à moyen terme, ils représenteraient 28% des crédits à l'économie contre 28,6% en 2007 et seraient principalement attribués aux services aux collectivités (28,3%), au commerce (18,5%), aux industries manufacturières (17,8%) et au

¹ Le taux de liquidité de l'économie est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie.

On appelle crédits à court terme ceux dont l'échéance est fixée à 2 ans ; les crédits à moyen terme sont ceux entre 2 et 5 ans et les crédits long terme sont ceux supérieurs à 5 ans.

transport (14,2%). Quant aux crédits à long terme, ils passeraient de 3,1% en 2007 à 3% des crédits à l'économie en 2008 et seraient essentiellement alloués aux services aux collectivités (77,9%).

Au total, le financement bancaire de l'activité économique représenterait 24,8% en 2008 contre 24,7% en 2007.

La **masse monétaire** connaîtrait une expansion de 10,5% en 2008, passant de 1973 milliards en 2007 à 2179,3 milliards en 2008. Toutefois, le taux de liquidité passerait de 36,9% à 36%, soit un repli de 0,9 point de pourcentage. La circulation fiduciaire augmenterait de 8% pour s'établir à 523,1 milliards contre 484,6 milliards. S'agissant des dépôts, ils seraient composés essentiellement des dépôts en banques (98,6%) et passeraient de 1488,3 milliards en 2007 à 1656,2 milliards en 2008, soit une hausse de 11%.

ANNEXES